



**IFAD**  
INTERNATIONAL  
FUND FOR  
AGRICULTURAL  
DEVELOPMENT

**FIDA**  
FONDS  
INTERNATIONAL  
DE DÉVELOPPEMENT  
AGRICOLE

**FIDA**  
FONDO  
INTERNACIONAL  
DE DESARROLLO  
AGRÍCOLA

**IFAD**  
الصندوق  
الدولي للتنمية  
الزراعية

**DISCOURS DE M. JÖRG FRIEDEN,  
VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS,  
LORS DE LA CLÔTURE DE LA SESSION MARQUANT LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DU FIDA**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs et délégués,  
Mesdames et Messieurs,

Le Conseil des gouverneurs marquant le trentième anniversaire du FIDA touche à sa fin. Cette session, à laquelle ont également assisté les trois précédents présidents du Fonds, a marqué le terme de la troisième décennie d'existence du FIDA et, fait plus important, a mis en évidence la nécessité pour le Fonds de poursuivre, voire de redoubler, ses efforts afin de mener à bien son mandat – œuvrer pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté.

Nous avons eu le privilège d'accueillir d'éminentes personnalités qui ont été une source d'inspiration pour ce Conseil; tout en développant leurs points de vue respectifs sur les difficultés que connaît le développement agricole et rural, elles se sont accordées sur un message clair: étant donné que les trois quarts de la population mondiale pauvre vivent en milieu rural et que l'action du FIDA est focalisée sur ces populations et sur le secteur agricole, nous avons, tous autant que nous sommes, le devoir de permettre à notre institution d'améliorer et de remplir au mieux sa mission.

S.E. Alhaji Aliu Mahama, Vice-Président de la République du Ghana, a honoré le Conseil de sa présence et a prononcé un message inaugural au nom de S.E. John Agyekum Kufuor, Président de la République du Ghana. Les défis que doit relever le monde d'aujourd'hui ne connaissent pas de frontières et touchent tant les pays développés que les pays en développement. Ainsi, malgré les effets dévastateurs du changement climatique – entre autres problèmes émergents –, ces défis nous offrent l'occasion d'unir nos efforts pour agir dans l'intérêt de tous.

En écoutant les propos de S.E. Massimo D'Alema, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères de la République italienne, le Conseil des gouverneurs a, une fois encore, trouvé confirmation de la confiance que l'Italie – pays hôte du FIDA et l'un des plus fervents défenseurs de l'aide internationale pour le développement durable – a en notre organisation, de sa générosité et de son soutien infaillibles. Par ailleurs, nous avons pu nous féliciter de la reconnaissance tant du rôle de premier plan que joue le FIDA dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement que de la réforme d'avant-garde qu'il a mise en œuvre afin d'accroître l'efficacité de son action.

S.E. Jean Nkueté, Vice-Premier ministre et Ministre de l'agriculture et du développement rural de la République du Cameroun, a prononcé une allocution inaugurale au nom de S.E. Paul Biya, Président de la République du Cameroun. Constatant que le siècle qui vient de s'ouvrir est synonyme de nouvelles difficultés pour les ruraux pauvres, déjà en situation critique, le FIDA a été invité à forger des partenariats renforcés et à intensifier sa participation aux efforts déployés au niveau mondial pour réduire la pauvreté.

S.E. Fahad Bin Abdulrahman Balghunaim, Ministre de l'agriculture du Royaume d'Arabie saoudite, a prononcé une allocution d'ouverture au nom du Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al-Saud, Serviteur des deux Saintes Mosquées, et a rappelé les liens étroits et privilégiés qui unissent l'Arabie saoudite et le FIDA. Ce partenariat ne repose pas uniquement sur un appui financier mais vise surtout un même objectif – permettre à ceux qui sont dans le besoin de mener une existence décente et digne.

Cet objectif, commun à la famille des Nations Unies tout entière, a été rappelé dans le message de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, lequel a mis l'accent sur la nécessité d'un appui renforcé en faveur de l'agriculture afin de relever les défis émergents qui risquent de compromettre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Le discours prononcé par le Président Bâge était pressant. Face aux réalités d'aujourd'hui, le rôle et le mandat du FIDA sont plus pertinents que jamais. Le Président nous a exhortés à transformer ces nouveaux défis en possibilités pour les ruraux pauvres d'exploiter leur potentiel pour un avenir meilleur. Je suis sûr que je parle au nom de vous tous, ici présents, lorsque je me joins au Président Bâge pour prier la communauté internationale d'accorder au FIDA le soutien financier dont il a besoin pour aider les petits exploitants et les populations rurales pauvres à se libérer de la pauvreté.

Cette tâche herculéenne ne peut être réalisée par le FIDA seul, et le Conseil a été heureux d'entendre la voix de deux de ses principaux partenaires internationaux: M. Donald Kaberuka, Président de la Banque africaine de développement, et Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de la Banque mondiale. Forts de leurs convictions et confortés par une recherche et des études approfondies, ils ont eux aussi rappelé l'importance de l'agriculture et son efficacité pour promouvoir la croissance économique et améliorer la vie des pauvres du monde entier.

Le Conseil a également écouté avec intérêt les messages de Mme Josette Sheeran, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial, et de M. Jacques Diouf, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, les deux autres institutions établies à Rome. Ces messages ont illustré les bienfaits d'une collaboration harmonieuse en faveur d'un objectif commun.

Les déclarations prononcées par les Gouverneurs du Fonds ont vivement salué la courbe évolutive suivie par le FIDA, entre autres grâce à la mise en œuvre de son Plan d'action. Le fil conducteur de toutes ces déclarations était l'invitation à l'action et la reconnaissance de l'obligation morale, pour les États membres du Fonds, d'investir en faveur du FIDA. Ce fil conducteur a également été repris par les participants du Forum paysan, qui ont présenté une synthèse de leurs travaux au Conseil. Soulignant les efforts déployés par le Fonds et les progrès réalisés afin d'encourager la participation des organisations paysannes au niveau national et régional, l'appel à un accroissement de l'investissement en faveur du FIDA a été réitéré.

En ce qui concerne les questions abordées lors de cette session, le Conseil a approuvé à l'unanimité la demande d'admission, à la qualité de membre non originaire, de la République des Bahamas. Je suis sûr que tous les Gouverneurs se joignent à moi pour souhaiter la bienvenue aux Bahamas.

Le Conseil a ensuite examiné le rapport sur la septième reconstitution des ressources du FIDA. Lors de la dernière session, nous avons eu le plaisir d'être informés de l'entrée en vigueur de la reconstitution. À la présente session, nous sommes ravis de constater que, grâce à une nouvelle augmentation des annonces

initiales de contribution par un certain nombre d'États membres, le montant total des annonces de contribution s'élève désormais à 642 millions de USD, soit 89% de la cible de 720 millions de USD, et que les instruments de contribution reçus représentent 88% du montant total des contributions annoncées. La situation est certes encourageante, mais je me joins à la direction pour inviter les États membres qui n'ont pas encore déposé leurs instruments de contribution à prendre sans tarder les mesures nécessaires. Notre engagement collectif et sans réserve est indispensable.

La décision la plus importante prise par le Conseil est sans doute l'établissement de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA. Nous avons chargé une partie des membres d'examiner l'adéquation des ressources du Fonds afin de renforcer sa capacité à répondre aux besoins des populations rurales pauvres. Il s'agit là d'une tâche difficile et je souhaite aux membres de la Consultation tout le succès possible.

Sur recommandation du Conseil d'administration, le Conseil a approuvé les états financiers vérifiés du FIDA pour 2006 et les budgets administratif et d'investissement du FIDA pour 2008 à hauteur de 72,3 millions de USD et 2 millions de USD respectivement. Il sera pris acte dans les comptes rendus de la présente session de l'abstention des États-Unis d'Amérique concernant l'approbation du budget administratif du Fonds. Le Conseil a également approuvé un budget administratif de 5,47 millions de USD pour le Bureau de l'évaluation.

En vertu de la résolution adoptée en 2005, un rapport sur la dépense extraordinaire relative au nouveau siège du FIDA a été présenté au Conseil. Les Gouverneurs ont pris note des progrès réalisés et, tenant compte des retards imprévus qui ont contrarié l'achèvement des travaux du nouveau siège, ont adopté une résolution autorisant la prorogation, jusqu'au 31 décembre 2008, de la période d'utilisation des fonds restants. Nous attendons avec intérêt le rapport final qui sera présenté lors de la prochaine session du Conseil des gouverneurs et sommes impatients de voir le personnel du FIDA correctement installé dans un même édifice.

Un rapport exhaustif sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), ainsi que les notes de pays pour 2007, les allocations pour 2008 et les évaluations de performance du secteur rural pour 2007, ont été présentés au Conseil. De l'avis d'un certain nombre de représentants d'États membres, il est nécessaire de continuer à analyser le système. Sur ce point, il a été précisé que le groupe de travail informel du Conseil d'administration poursuivrait ses travaux afin d'élucider les problèmes que l'application du SAFP ne cesse de soulever.

La Coalition internationale pour l'accès à la terre a présenté un rapport de situation illustrant les efforts qu'elle déploie afin de mettre en œuvre un programme foncier en faveur des pauvres en encourageant l'élargissement de la concertation au niveau national et régional et la participation des organisations de la société civile à la formulation et à la mise en œuvre de politiques et pratiques relatives à la réforme agraire. Le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification a lui aussi présenté au Conseil un rapport d'activité pour 2007, l'accent étant mis en particulier sur les relations de complémentarité entre son propre mandat – accroître le financement pour une gestion durable des terres – et celui du FIDA. Les Gouverneurs se sont félicités de ce renforcement de la collaboration, dans l'intérêt des populations rurales pauvres du monde entier.

En vue de l'élection du Président du FIDA, qui se déroulera en février 2009 à l'occasion de la prochaine session du Conseil des gouverneurs, le Conseil a adopté la résolution établissant le Comité des émoluments, chargé d'examiner la

question générale des émoluments et les conditions d'emploi du Président du FIDA. Au titre du point «Questions diverses», le Conseil a débattu de la procédure en vue de l'élection du Président. Aucun consensus n'a pu être dégagé concernant le rôle éventuel du Bureau du Conseil des gouverneurs à cet égard. Le vice-président demandera l'avis du président et de l'autre vice-président sur cette question.

Mesdames et Messieurs les délégués,

Je tiens à vous remercier, vous tous ici présents, ainsi que mes collègues du Bureau. Je suis sûr que ces derniers se joignent à moi pour vous dire combien nous a été précieuse votre collaboration pour assurer la présidence de cette session. Notre reconnaissance va également au personnel du FIDA qui, chaque année, organise et gère cette conférence de manière extrêmement professionnelle. Une mention spéciale va aux interprètes, qui facilitent notre communication, ainsi qu'au personnel technique, au personnel de conférence et aux messagers grâce auxquels tout paraît si aisé. Et bien entendu, nos remerciements vont au Président Båge, qui par sa direction éclairée mobilise l'adhésion à la vision du FIDA.

Mesdames et Messieurs,

Durant cette session, nous avons pris d'importantes décisions qui auront des répercussions de longue durée sur le Fonds. Nous avons trouvé un terrain d'entente, entre autres lors des tables rondes durant lesquelles nous nous sommes penchés sur les défis et opportunités, pour les petits exploitants, qui résultent du changement climatique et des nouvelles exigences imposées à l'agriculture. Au centre de chaque délibération et de chaque décision était la situation critique dans laquelle se trouvent les populations rurales pauvres et l'espoir que nous pouvons faire changer les choses.

Le Président Båge a invité la communauté internationale à investir en faveur des petits exploitants: «Leur vie – et notre avenir commun – en dépendent». Ramenons chez nous ces quelques mots et faisons-en notre mantra pour l'année qui vient.

Sur cette remarque, je déclare close la session du Conseil des gouverneurs marquant le trentième anniversaire du FIDA.

